

INDUSTRIE NUMÉRIQUE Salon Cogito à Strasbourg

Claude Revel plaide l'intelligence économique

Déléguée interministérielle à l'intelligence économique, Claude Revel a vivement incité, hier matin à Strasbourg, les entreprises à être beaucoup plus présentes sur le terrain de l'influence.

SUISSE Liste de Bilan Les actionnaires de Roche parmi les plus riches

LE MAGAZINE ÉCONOMIQUE Bilan a dévoilé jeudi soir son classement 2013 des « 300 plus riches de Suisse ». À la deuxième place de ce palmarès dominé par les trois fils du fondateur d'Ikea, Ingvar Kamprad (41 à 42 milliards de francs, soit 33 à 34 milliards d'euros), se situent deux familles bâloises, les Oeri et les Hoffmann, actionnaires de la firme pharmaceutique bâloise Roche. Avec une fortune estimée entre 20 et 23 milliards de francs suisses (17 à 20 milliards d'euros), ces deux familles ont vu leur capital augmenter de six milliards de francs depuis le classement 2012. Ces gains sont essentiellement dus à la hausse du cours de l'action de la firme qui a pratiquement doublé ces douze derniers mois, mais aussi aux importants dividendes versés. L'industrie pharmaceutique bâloise est d'ailleurs bien représentée dans ce classement, avec notamment l'ancien patron de Novartis, Daniel Vasella, ou encore les fondateurs français des laboratoires Actelion, les époux Clozel. La fortune totale cumulée des 300 personnes et familles les plus riches de Suisse atteint cette année 627 milliards de francs (500 milliards d'euros), en hausse de 12 % au cours de l'année écoulée. Cette hausse est d'ailleurs quasi générale chez ces super-riches vivant en Helvétie : 21,2 % des membres du classement ont vu leur capital augmenter significativement, tandis que 3,5 % d'entre eux seulement l'ont vu diminuer.

AGRICULTURE Smic allemand : un espoir pour les producteurs de légumes

L'annonce, le 21 novembre dernier, par Angela Merkel de la mise en place d'un salaire minimum généralisé en Allemagne est une bonne nouvelle pour les producteurs de fruits, de légumes et de plantes qui dénonçaient depuis plusieurs années les distorsions de concurrence sociales et fiscales entre la France et l'Allemagne. Leurs représentants professionnels (la fédération Légumes de France, la fédération nationale des producteurs de fruits ainsi que la fédération nationale des producteurs de l'horticulture et des pépinières) « se félicitent » d'ailleurs dans un communiqué « de cette future avancée » et encouragent l'Allemagne « à finaliser rapidement ce projet et à aller plus loin dans la mise en place de régimes de protection sociale ». Ils espèrent que les salariés agricoles allemands seront « protégés par une véritable couverture sociale, des conditions de travail protectrices et une convention collective respectueuse de l'humain ».

L'AGENDA ÉCONOMIE STRASBOURG

Matinales de l'actu sociale

► **JEUDI 3 DÉCEMBRE.** ADP, acteur du secteur des services d'externalisation et de gestion des ressources humaines, invite à un petit-déjeuner d'information sur le thème « 2013-2014, quelles réformes sociales ? » (à l'hôtel Hilton, avenue Herrenschmidt à Strasbourg). Réservé aux professionnels des RH, sur inscription préalable. Contact : Laurence Rousselot, 01 55 63 59 59, laurence.rousselot@adp.com

D'abord dans le brouhaha bon enfant (quoiqu'assez pénible) du salon Cogito Expo'13, puis devant un public plus concentré et attentif, la déléguée interministérielle à l'intelligence économique Claude Revel, nommée en juin 2013, a invité les entreprises présentes à ne pas manquer la bataille de l'anticipation.

« Anticiper, ce n'est pas seulement prévoir, mais influencer sur le scénario futur des événements », a-t-elle expliqué à son public, au premier rang duquel avaient pris place Jean-Louis Hoerlé, président de la CCI Alsace organisatrice de Cogito, et son vice-président Bernard Stirnweiss, en charge des questions d'intelligence économique.

Outre l'anticipation, Mme Revel décrit trois autres volets de l'action publique dans son domaine, la formation, la sécurité et l'ingénierie d'influence. Ce dernier champ, souvent associé à la culture américaine du lobbying, n'est pas du tout

absent des stratégies économiques européennes ou françaises. Bien au contraire, l'exécutif de l'Union, à Bruxelles, est au cœur d'un théâtre d'influences dont les hauts fonctionnaires et les plus grandes entreprises connaissent les codes et savent s'en servir. La mission de Mme Revel est d'approfondir la capacité de l'économie française en la matière, y compris dans les PME.

« Nous ne savons pas assez bien travailler ensemble »

« Qu'est-ce que l'influence ? C'est essayer de faire agir et penser selon ce qu'on souhaite, dans la légalité, sans violence et sans corruption », définit Mme Revel. Qui précise : « L'influence est le stade le plus abouti de l'intelligence économique puisqu'il dépend du bon accomplissement de tous les autres, l'anticipation,

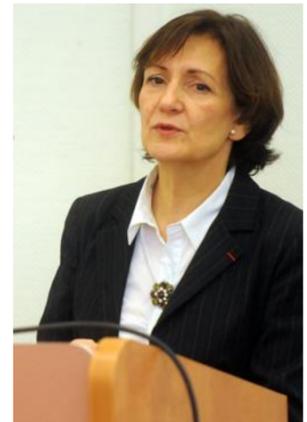


Gros succès d'affluence au «FabLab» du salon Cogito à Strasbourg. PHOTOS DNA - CÉDRIC JOUBERT

la formation et la sécurité ». La représentante du gouvernement estime que la France a beaucoup d'atouts à faire valoir, même si elle est souvent trop orientée vers l'expertise technique au détriment du « soft », à savoir la capacité de travailler en équipe, le relationnel, le sens diplomatique...

« Mais si nous avons tout, en France, pourquoi donc réussissons-nous si mal, en particulier en commerce extérieur ? » s'interrogeait hier à haute voix le président des conseillers du commerce extérieur de la France Jean Serrats, réseau auquel la déléguée interministérielle venait justement de rendre hommage... « Nous ne savons pas bien travailler ensemble, à la différence de nos concurrents allemands », lâche Mme Revel. Elle donne pour exemple l'incapacité des entreprises françaises à se mettre d'accord sur une norme concernant le véhicule électrique... Même si le dernier mot n'a pas encore été dit en matière

de batterie. Un exemple plus heureux, a contrario, est celui du GSM, « norme de fait » qui, en son temps, a donné naissance à des géants européens. Mme Revel, qui ne pratique pas (trop) la langue de bois, reconnaît que cette faible aptitude à travailler ensemble frappe aussi les services publics. « Il y a bien un projet de meilleure



Claude Revel.

coopération entre Ubifrance et l'Agence française pour les investissements internationaux, l'AFII. Mais vous n'imaginez pas toutes les forteresses administratives qu'il faut abattre ! », soupire la conférencière. Qui renvoie aussi la balle dans le camp de son public : « C'est aussi aux entreprises, à la société civile, de faire pression pour que les services publics travaillent ensemble », a-t-elle indiqué.

En tout état de cause, malgré les difficultés d'accès à un Palais des congrès en plein travaux, le salon Cogito et le forum conjoint Alsace IT-Days, avec 80 exposants, 53 conférences et 250 démonstrations express, consolide son succès année après année. 800 à 1000 visiteurs étaient espérés hier à Strasbourg. Avec, cerise sur le gâteau, de belles démonstrations d'imprimantes 3D sur l'espace FabLab. Une forme d'anticipation de l'avenir du secteur productif ■

ANTOINETTE LATHAM

ALSACE TÔLERIE, GRAND PRIX NUMERIC' ALSACE 2013

Une PME spécialisée dans la tôlerie lauréate d'un prix qui récompense l'innovation dans le domaine numérique et plus particulièrement dans le secteur de l'e-commerce ? Voilà qui a de quoi surprendre, mais c'est possible en Alsace. L'entreprise colmarienne Alsace Tôlerie, qui a développé il y a quelques mois un site d'e-commerce de vente en ligne de tôle découpée au grand public et aux artisans, s'est vue décerner ce jeudi le premier prix dans la catégorie e-commerce et le Grand prix Orange du jury, dans le cadre des deuxièmes Trophées Numéric'Alsace créés par la CCI de région. Ce double récompense une démarche originale s'appuyant sur un site interactif de vente en ligne, relayé par une communication originale et décalée : www.john-steel.com. Les autres lauréats des deuxièmes trophées Numéric'Alsace sont : - La **CTS**, dans la catégorie process interne pour U'Go, système de tickets mobiles embarqués sur téléphone avec validation sans contact. - La toute jeune agence **Nocomend**, auteur de la websérie Cult pour l'Agence culturelle d'Alsace, dans la catégorie communication. - Les **OT de Mulhouse et de Kaisersberg** pour le site www.jaienvie.de dans la catégorie tourisme. - Le site www.lacartedescolocs.fr créé par de jeunes Strasbourgeois et dédié à l'offre et à la recherche de colocations à Strasbourg et Paris. - Un prix public, sur vote des internautes, a également été décerné au site www.lacartedescolocs.fr. Un prix Fablab a été décerné aux étudiants de l'INSA pour un projet de poubelle de tri sélectif reconfigurable.

CH.B.

SYNDICATS Fédération agroalimentaire

La CGT prépare son congrès

La fédération nationale agroalimentaire et forestière (FNAF) CGT tiendra son dixième congrès à Strasbourg en février prochain. Dans les sections, les militants ont d'ores et déjà commencé à débattre du document d'orientation.

IL S'INTITULE « Pour des avancées sociales et progressistes » et nourrit les discussions depuis déjà deux mois dans les quelque 5 000 sections CGT membres de la Fédération nationale agroalimentaire et forestière. Et ce n'est qu'un début. Ce document « qui sera le fil rouge de notre activité syndicale pendant les quatre prochaines années » sera du 17 au 21 février 2014 au cœur des débats du dixième con-

grès national de la FNAF qui « pour la première fois dans l'histoire de notre fédération mais aussi de celle de notre union des syndicats, se tiendra à Strasbourg », a annoncé hier Dothée Unterberger, la secrétaire générale de l'Union des syndicats des travailleurs de l'agroalimentaire et des forêts CGT du Bas-Rhin, au cours d'une conférence de presse.

Ce colloque organisé tous les quatre ans, qui réunira 450 délégués de tout le pays représentant les différents secteurs d'activité de la FNAF, sera l'occasion, a-t-elle précisé, « de faire le point sur les enjeux auxquels les salariés de la profession sont confrontés ». En Alsace comme ailleurs puisque, ont rappelé les dirigeants de la FNAF, « les mêmes logiques sont à l'œuvre partout ».

La liste est longue : chômage en hausse (+12% en un an dans la région), éloignement des centres de décision (« dans nos industries de l'agroalimentaire, les fleurons de notre production régionale sont entre les mains de capitaux étrangers »), « stratégie de rentabilité financière » des actionnaires qui « saccage l'emploi », répression anti-syndicale, dégradation des conditions de travail, recul des acquis sociaux ou encore paupérisation des salariés.

« Le capitalisme a fait son temps »

« Le mouvement ouvrier s'élève par rapport à cela », affirme Emmanuel Gruand, secrétaire fédéral de la FNAF - qui revendique aujourd'hui 50 000 syndiqués en France. Leurs représentants

profiteront du congrès pour le rappeler et pour poser leurs revendications. En vrac : revalorisation du salaire de base (« à 1 850 euros à l'embauche »), protection de la santé des travailleurs, amélioration de la protection sociale, garantie des droits syndicaux, préservation des conventions collectives...

De manière plus générale, la fédération de l'agroalimentaire réaffirmera que « le capitaliste a fait son temps » et qu'il est « temps que le peuple prenne réellement le pouvoir afin de défendre notre potentiel social, industriel et économique national », indique Mme Unterberger. La CGT prône en effet « l'appropriation des moyens de production » et « la mise sous tutelle de l'État des entreprises qui perçoivent des aides publiques » afin

d'en finir avec la financiarisation de l'économie et de permettre à la France de « se ressaisir de la maîtrise de sa politique agricole et alimentaire ».

« Nos revendications ne relèvent pas d'un nationalisme stérile », explique André Hemmerlé, secrétaire général adjoint de l'USTAF. « Il s'agit de protéger nos entreprises, nos emplois ainsi que l'indépendance alimentaire de notre pays ».

« C'est un enjeu de société considérable puisqu'il y va aussi de la qualité de notre alimentation », souligne Julien Huck, secrétaire fédéral de la FNAF. Pour cela, précise-t-il, « la dimension de la lutte, le besoin de réunir les travailleurs et de les organiser pour construire le rapport de force est incontournable ».

O.W.